



3-2-06057
437752
ECC SO HIS

Code épreuve : 269

Nombre de pages : 8

Session : 2020

Épreuve de : ESH

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Alors qu'en 1788 à la veille de la Révolution française les dépenses publiques en matière de politique sociale atteignaient à peine 1% du PIB (Angus MADDISON, La croissance économique, une perspective millénaire, 2001), en mai 1945 à la suite des recommandations du Conseil National de la Résistance, Ambrose Coizat se félicitait de l'intervention de l'Etat-Providence : « nous avons réussi à unir toutes les couches de la société ». Mais 60 ans plus tard, de nombreuses critiques viennent remettre en question le modèle social français. Est-il alors à bout de souffle ?

Ainsi, le modèle social français peut se définir comme l'ensemble des règles et normes qui déterminent la politique sociale de l'Etat français face aux risques sociaux (maladie, chômage, maternité, vieillesse... liste non exhaustive). Il peut également se définir selon R. TIMUSS (Social policy 1974) en opposition aux modèles sociaux d'autres pays comme les Etats-Unis qui eux ont un modèle résiduel où l'Etat n'intervient que peu. En effet, en France, le modèle social représente 31% du PIB c'est-à-dire que les dépenses en matière de protection sociale sont élevées, et se fondent pour 1/3 sur une logique d'assistance (logique beveridgienne) et pour 2/3 sur une logique d'assurance (logique bismarckienne). Si c'est l'Etat-Providence qui a réellement marqué un tournant dans le modèle social français, celui-ci s'ancre tout de même dans le passé avec le rapport Villeminé (1840), les lois Jules-Ferry (1883) ou encore les lois Waldeck-Rousseau (1884). Il est financé par l'impôt et les cotisations sociales.

Or depuis la stagnation des années 70 et plus particulièrement l'ouvrage de P. ROSANVALLON : La crise de l'Etat-Providence en 1981, le modèle social français est l'objet de critiques et des remises en question, et ce, malgré l'instauration du revenu minimum universel (RMI), ou le revenu de solidarité active (RSA) par exemple. Sans parler de la crise des subprimes en 2008 qui a affaibli le montant de la dette de l'Etat en ne parvenant que peu à réduire les conséquences sociales. Ainsi, malgré le fait que la France soit un des pays d'Europe avec le plus haut pourcentage de dépenses publiques dans le PIB, son modèle social est-il entré dans un cercle vicieux ne parvenant plus à jouer son rôle majeur de prévention face aux risques sociaux ? Se pourrait-il que le modèle social français soit totalement transformé pour pallier sa crise ?

Pour répondre à ces questions, nous venons tout d'abord que le modèle social français présente incontestablement des faiblesses (I). Toutefois nous venons que'il n'en reste pas moins qu'il assure toujours, de manière plus ou moins efficace, son rôle (II). Enfin, nous demandons si pour le rendre plus efficace il ne faudrait pas le reprendre en partie (III).

*

*

*

Tout d'abord, il semble que le modèle social français présente sans aucun doute des faiblesses qui ont conduit à sa remise en question. En effet, il fait face à une crise de légitimité (A), d'efficacité (B) et de financement (C).

En effet, le modèle social français fait face à

une crise de légitimité c'est-à-dire que les individus le remettent de plus en plus en question.

Ce sont tout d'abord à cause des influences libérales que le modèle paraît à bouder soufflé. En effet, bien que Hobbes (Leviathan) ou Machiavel prônent l'intervention de l'Etat pour garantir la sécurité, les influences libérales ont instauré l'idée que l'intervention de l'Etat dans le domaine social pouvait être néfaste. Ainsi, déjà en 1944 HAYEK (La route de la servitude) se montrait défiant face à l'Etat-Providence en considérant que ce dernier pouvait être responsable de la montée de totalitarisme. G. GILDER dans Richesse et pauvreté (1980) montre également que l'Etat-Providence n'a pas lieu d'être car il incite les individus à ne pas travailler et s'inscrit alors dans la lignée de J. Rueff qui considérait que les allocations chômagees étaient néfastes à la croissance. G. GILDER voulait ainsi le rendre le travail payant. Ces idées libérales se traduisent ainsi par une diminution ces dernières années de l'impôt sur le revenu et la suppression de l'ISF qui finançait la protection sociale.

Cette crise de légitimité apparaît aussi au sein de la population à travers une manifestation politique nouvelle, l'émergence de partis extrêmes et le taux d'abstention record aux élections. Le modèle social français connaît donc une crise de légitimité.

De plus, le modèle social français connaît une crise d'efficacité. En effet, il ne parvient plus à réduire de manière significative les inégalités. C'est ce que montrent J. PASSERON et P. BOURDIEU dans La reproduction en 1970. Selon eux, le système scolaire reproduit les inégalités car les enfants de classe populaire ont peu le capital culturel valorisé à l'école, d'autant plus que le paradoxe d'Andousson montre la possibilité de déclassement et le peu de mobilité sociale. P. AGHION dans sa leçon inaugurale au Collège de France en 2015 interpelle également l'assemblée sur une possible réapparition de la rente dans la société française. Ainsi, S. STIGLITZ dans Le prix de l'inégalité (2012) montre que l'Etat ne s'occupe pas assez du problème des inégalités et qu'elles constituent un « piège de capital humain ». Ces inégalités se traduisent par une hausse de l'écart de revenus entre les plus pauvres et les plus riches (PIKETTY, Le capital au XXI^e, 2013).

J'ai cette idée d'efficacité se traduit également au niveau de l'emploi. L'Etat-Providence ne parvient plus à faire diminuer le chômage et à rendre les conditions de vie au chômage moins pénibles. En effet, P. ASKENAZY dans Tous rentiers! Pour une nouvelle répartition des richesses montre que l'Etat ne prend pas assez en compte l'importance des inégalités, ce qui cause une baisse de la demande, de la déflation et du chômage. Les allocations chômage ne sont pas suffisantes selon lui. De plus, le modèle social français ne parvient pas à casser le phénomène de file d'attente au chômage (R. SALAIS) c'est-à-dire qu'en France aujourd'hui 40% des chômeurs le sont depuis plus d'un an et leurs conditions se dégradent malgré l'instauration des travaux d'utilités collectives (TUC) dans les années 80 ou des contrats jeunes dans les années 90. Le modèle social subit donc une crise d'efficacité.

Finalement, le modèle français subit une crise de financement qui le mène à bout de souffle. En effet, la dette de la France dépassait déjà 100% du PIB avant la crise du coronavirus et cela s'est augmenté jusqu'à 115% selon les prévisions. Il est donc difficile dans ces conditions d'augmenter les dépenses publiques. De plus, la population est vieillissante et en sachant qu'un individu effectue 5/6 de ses dépenses de santé après 60 ans, il sera difficile pour l'Etat d'y faire face. De plus, malgré les dépenses de l'Etat à Air France à la suite du coronavirus, la compagnie a dûes et déjà annoncé la suppression de 7000 à 10 000 postes. Le modèle social français rencontre donc une crise de financement.

En somme, le modèle social français fait face à des difficultés de trois ordres. Pour au tant, est-il totalement inutile ou jouet-il encore tant bien que mal son rôle?

*

*

*

Toutefois, le modèle social français parvient tout de même à avoir un impact face aux iniquités sociales. En effet, dans un modèle social, l'économie serait paralysée (A) et l'Etat-Providence poursuivie ses objectifs passés (B) contrairement aux modèles sociaux d'autres pays.

Code épreuve : 268

Nombre de pages : 8

Session : 2020

Épreuve de : ESH

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

En effet, sans modèle social, le pays serait paralysé ce qui montre l'importance du modèle social actuel. Ainsi, un rapport de L. FONTAGNE du CEA (2017) montre que sans modèle social, le taux de pauvreté atteindrait les 40% contre 15% actuellement. De plus, le modèle social français « doit être valorisé pour ce qu'il permet et non critiqué pour ce qu'il ne permet pas » (Éloi LAURENT, Le bel avenir de l'État-Providence, 2014). E. LAURENT montre ainsi que l'État-Providence a permis une amélioration des conditions de vie en ayant fait passer l'IDH de 0,076 à 0,416. Sans cet État-Providence, « la grippe et la gastro paralysaient la France pendant quatre mois ». Ceci l'État-Providence serait ainsi une « preuve d'avenir ». Finalement, F. DEMIER dans Histoire des politiques sociales montre l'efficacité des politiques sociales au sortir de la seconde guerre mondiale. Il montre par exemple que 25% du revenu des plus démunis (le dernier décile de la population) correspond aux aides de l'État.

En outre, le modèle social français permet également de poursuivre l'idée d'une plus grande mutualisation des risques sociaux et s'en sort mieux que d'autres pays avec des modèles sociaux différents. En effet, le modèle français permet de respecter et d'accomplir les trois fonctions de l'État selon ROUSSEAU (Theory of public finance 1858) c'est-à-dire la fonction d'allocation, de stabilisation et de redistribution. Il provient également des aspirations démocratiques (ANDERT, Unequal gains 2016) et permet de poursuivre cette promotion de la démocratie. Finalement, il est selon Jean Pisani-Ferry meilleur que beaucoup d'autres systèmes sociaux et notamment

que celui des États-Unis puisque dans une interview du 20 mai 2020, il montre que 40% des individus gagnant moins de 40 000 USD aux États-Unis ont perdu leur emploi. La pauvreté en Allemagne de certaines personnes à cause des loyers et ou des "jobs à 1€ de l'heure" montre bien que le système français est efficace car il permet d'éviter ce type de pauvreté. De surcroît, la protection sociale française a tout de même permis de réduire la pauvreté. En effet, avant redistribution, le premier décile gagnait 25 fois plus que le dernier alors qu'après redistribution, ce n'est plus que 5 fois plus. Et comparé à l'Irlande qui ne dépense que 18% de son PIB en dépenses sociales, le modèle social français paraît efficace et encore plus avec les 13 millions de personnes au chômage partiel pendant la crise du covid-19.

En somme, le modèle social français paraît toujours au pied et efficace pour certains types de risque et meilleur que d'autres systèmes. Comment le rendre totalement efficace ?

*

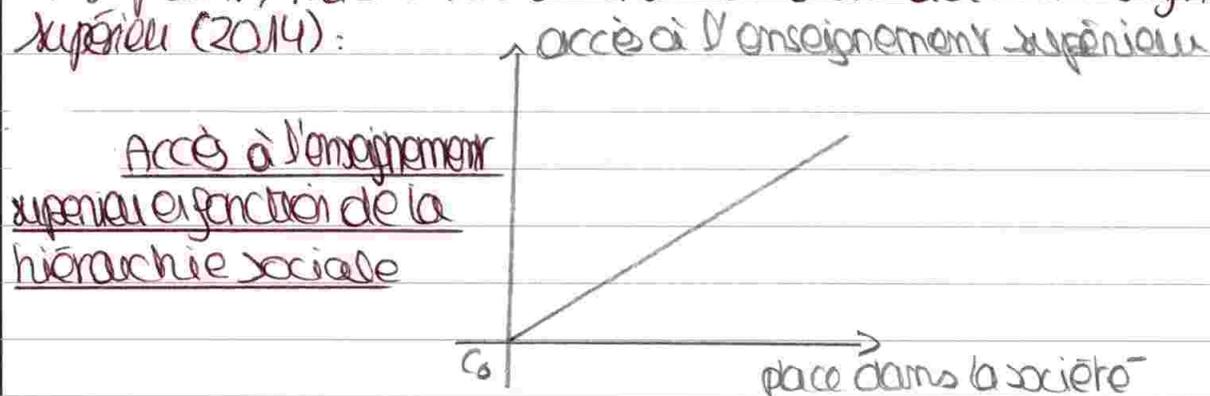
*

*

Enfin, le modèle social français doit être repensé pour lui enlever l'idée qu'il est à bout de souffle. Des réformes ont vu le jour pour le repenser (A) mais peut-être qu'il faudrait en réalité l'intégrer dans un modèle social européen pour le rendre totalement efficace (B).

Tout d'abord, des réformes ont vu le jour pour le rendre plus efficace ou des idées selon son projet. En effet, Jean Tirdo dans Economie du bien commun propose de repenser le modèle social du travail en supprimant la dichotomie CDD/CDI. Dans cette même perspective du travail, P. AGSTON (Changer de modèle, 2014)

proposé de se diriger vers le modèle danois de flexisécurité c'est-à-dire un système avec la flexibilité sur le marché du travail en plus grande mais avec aussi une plus grande protection sociale. Le projet de mettre en place une TVA sociale comme c'est le cas au Danemark est entre autres ce projet. Certaines mesures allant dans ce sens ont d'ores et déjà été prises. Finalement, il semblerait que l'efficacité économique prime sur la dimension sociale voire que le modèle social français soit au service de la dimension économique et cela est donc à transformer. Le modèle social français doit favoriser des politiques de redistribution pour accroître la mobilité sociale qui n'est pas assez importante à ce jour selon SAEZ et CHETTY. Ils mentionnent en effet que plus on est pauvre, moins on a de chances d'accéder à l'enseignement supérieur (2014):



Ainsi, on voit bien que les politiques sociales doivent agir sur la pauvreté et être repensées pour accomplir ce but.

Finalement, le modèle social français devrait pour être être rattaché à un niveau européen avec une mutualisation des risques sociaux. En effet, le 18 mai dernier Jacquot affirmait: «l'Europe de la santé n'a jamais existé mais doit devenir notre priorité». Le modèle français s'inscrirait alors à travers une alliance chômage européenne comme le souligne Céline ALLARD dans Toward a fiscal union for the euro area (2013) cela permettrait de mutualiser les risques etc. C'est pour cela que Ursula Von Der Ley, la présidente de la commission européenne soutient cette idée tout comme Ramon Alosy ou Nathalie Berthoin lors des dernières élections européennes. Les nouvelles réformes d'E. JACQUOT en octobre dernier quant à la réforme retraite par un système par points (1€ cotisé = 1 point gagné valant le même pour tous) et la réforme chômage profitant majoritairement aux indépendants mais ayant suscité de vives critiques par ailleurs ainsi s'inscrire dans

une nouvelle dimension européenne. Ainsi, comme le suggérait déjà Arnaud ZECHVALIER dans Mouvements n°46 en 2003 le futur du modèle social français se trouve peut-être en Europe d'aujourd'hui plus qu'en 2017 à la suite du sommet de Göteborg en Suède, Jean Claude Juncker se félicitait du lancement du « socle européen des droits sociaux ».

*

*

*

Au terme de cette analyse, il convient donc de dire que bien que le modèle social français présente des défaillances certaines, il peut toutefois être utile pour combattre certains risques sociaux. Toutefois, il est clair qu'il n'est pas pleinement efficace mais déjà plus performant que d'autres modèles sociaux. Le modèle social français bien que paraissant à bout de souffle, ne l'est pas en réalité et doit simplement être amélioré, ajusté et relié au modèle européen.

Ainsi, comme le disait l'auteur COHEN-TANUGI en 2011, l'avenir du modèle social d'un pays européen se fera grâce à l'Europe mais seulement quand l'Europe s'éveillera. Cela marque-t-il le début d'un nouveau paradigme social ?